



## **Les banquiers et les patrons veulent nous imposer l'Europe, avec ou sans démocratie !**

Dans l'intérêt du grand capital européen, le projet impérial européen doit s'imposer à tous.

La population d'Alsace a refusé, par référendum le 7 avril 2013, de voir les deux départements être supprimés au profit d'une Collectivité Territoriale d'Alsace (CTA). Ce changement, loin de se limiter à une fusion, aurait entraîné de nombreux reculs sociaux. Par exemple les salariés auraient pu être employés en Alsace pour un salaire inférieur au SMIC.

Ce projet de CTA était un pas que voulaient faire les patrons vers la création d'eurorégions. Cela leur aurait permis de nier les droits nationaux et donc de faire encore plus de profit.

Le gouvernement PS et ses acolytes de l'UMP s'apprêtent à fouler aux pieds l'expression démocratique pour imposer ce projet européen de démantèlement de l'État français.

En effet, en plein cœur de l'été et sous le silence assourdissant des médias, l'Assemblée Nationale a adopté en catimini un amendement visant à supprimer la condition du référendum pour regrouper des collectivités locales.

C'est clair : puisque les peuples refusent de plus en plus l'Europe, les gouvernements à la solde de la finance veulent l'imposer !

Comme lors du putsch parlementaire de 2008, lors duquel les larbins de l'UMPS ont imposé, sous la forme du traité de Lisbonne, cette constitution européenne pourtant rejetée par le peuple de France à l'occasion du référendum de 2005.

Pour les patrons, l'Europe sera "démocratique" si le peuple avale les couleuvres de la propagande européiste.

Si le peuple s'oppose à l'Europe, l'Europe lui sera imposée. Par la force s'il le faut !

La construction de l'Europe est le projet de toute la bourgeoisie européenne :

C'est la constitution d'un empire européen contre le prolétariat européen et le prolétariat mondial.

Pour pouvoir casser les résistances nationales contre le libéralisme européen, la bourgeoisie française a mis en place le concept de décentralisation, qui a comme objectif final le démantèlement de l'ensemble des acquis sociaux du vingtième siècle. L'objectif est de diviser le territoire national en "eurorégions" où s'appliquera directement le droit rétrograde européen.

**L'Europe est le rêve des capitalistes et le cauchemar du prolétariat !**

**Ne laissons pas les capitalistes européens écraser les peuples d'Europe.**

**Sortons de l'Europe !**

**Sortons de l'euro !**